

**Art. 8.** Dit decreet treedt op 1 januari 1997 in werking.

Kondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 1997.

De Minister-Voorzitter,  
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 928

[C - 97/31128]

**6 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française précisant les missions et les modalités de fonctionnement de la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement instaurée par l'article 28 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle et plus particulièrement son article 28;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995, relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle et plus particulièrement son article 4, § 2;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 10 mai 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 7 mai 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 1<sup>er</sup> octobre 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité pour le Collège de la Commission communautaire française d'obtenir sans délai des avis circonstanciés à propos de programmes de formation professionnelle concernant étroitement, soit les matières d'emploi relevant de la compétence du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, soit les matières d'enseignement relevant de la compétence du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant la nécessité pour le Collège de la Commission communautaire française de répondre rapidement aux objectifs et aux modalités fixés par les programmes opérationnels du Fonds Social Européen;

Considérant la nécessité urgente pour le Collège de la Commission communautaire française de favoriser l'élaboration de programmes opérationnels communs articulant des mesures de formation, d'emploi et d'enseignement, notamment dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle et de l'alternance emploi-formation;

Vu la proposition du Membre du Collège, chargé de la reconversion et du recyclage professionnels,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

la Commission : la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement instaurée par l'article 28 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

**Art. 2.** La Commission a pour missions :

1° donner à la demande du Ministre ou Secrétaire d'Etat chargé de l'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale, à la demande du Ministre de l'enseignement du Gouvernement de la Communauté française, à la demande des Membres du Collège de la Commission communautaire française chargés de la reconversion et du recyclage professionnels, de l'enseignement, de la formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises, à la demande des comités de gestion de l'ORBEM et de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle; des avis et recommandations dans le domaine des politiques de la formation, de l'emploi et de l'enseignement, en particulier quand ces politiques supposent une adéquation et une articulation étroites, principalement dans le cadre de la politique d'insertion socio-professionnelle et du développement de l'alternance emploi-formation;

2° donner à la demande du Ministre ou Secrétaire d'Etat chargé de l'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale, à la demande du Ministre de l'enseignement du Gouvernement de la Communauté française, à la demande des Membres du Collège de la Commission communautaire française chargés de la reconversion et du recyclage professionnels, de l'enseignement, de la formation permanente des classes moyennes et des PME à la demande des comités de gestion de l'ORBEM et de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ; des avis et recommandations dans le cadre des programmes et projets financés par le Fonds Social Européen et plus largement par les fonds structurels européens quand ils concernent des matières qui supposent l'adéquation et l'articulation étroites entre les politiques de l'emploi et de la formation à Bruxelles, principalement dans le cadre de la politique d'insertion socio-professionnelle et du développement de l'alternance emploi-formation.

3° examiner toute autre question qui lui est soumise en vertu d'une disposition réglementaire.

Les missions telles que définies ci-dessus ne peuvent porter préjudice aux missions confiées en vertu des différentes dispositions réglementaires à l'ORBEM, l'IBFPF, l'IFPME et la promotion sociale.

**Art. 3.** 1° La Commission se réunit au moins quatre fois par an sur convocation du Président ou à la demande du Membre du Collège compétent pour la reconversion et le recyclage professionnels;

2° Les Membres du Collège de la Commission communautaire française compétents en matière d'enseignement ou de formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises et le Ministre ou Secrétaire d'Etat du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compétents pour l'emploi, ainsi que le ou les Ministres du Gouvernement de la Communauté française compétent(s) pour l'enseignement introduisent la demande de convocation de la Commission auprès du membre du Collège de la Commission communautaire française compétent pour la reconversion et le recyclage professionnels.

**Art. 4.** La Commission est habilitée, moyennant l'accord du membre du Collège compétent pour la reconversion et le recyclage professionnels, à créer tout groupe de travail qu'elle juge utile à l'exécution de ses missions.

La Commission est également habilitée à inviter de manière ponctuelle ou permanente un ou plusieurs experts.

**Art. 5.** La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 6.** Le Président de la Commission bénéficie d'un jeton de présence de 2.000 francs (deux mille francs) par séance.

**Art. 7.** Les Membres de la Commission bénéficient d'un jeton de présence de 1.000 francs (mille francs) par séance. Ce jeton de présence est porté à 2.000 francs (deux mille francs) pour le membre de la Commission qui assure la présidence en l'absence du président effectif.

**Art. 8.** § 1. Le Secrétariat de la Commission est assuré par l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

§ 2. Pour assurer cette tâche, l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est autorisé à recruter du personnel contractuel, hors cadre.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Membre du Collège de la Commission communautaire française compétent pour la Reconversion et le recyclage professionnels est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mars 1997.

Par le Collège :

H. HASQUIN,  
Président du Collège,  
chargé du Budget.

E. TOMAS,  
Membre du Collège,  
chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels.

VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 928

[C - 97/31128]

**6 MAART 1997.** — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van de opdrachten en de werkingsmodaliteiten van de Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs, ingesteld bij het artikel 28 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op het artikel 3, 4°;

Gelet op het decreet (II) van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op het artikel 3, 4°;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op het artikel 3, 4°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding en inzonderheid op het artikel 28;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling, inzonderheid op het artikel 4,§ 2;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 10 mei 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 mei 1996;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 1 oktober 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie noodzakelijk is om onverwijld in het bezit te komen van de omstandige adviezen over programma's voor beroepsopleiding die met name betrekking hebben op hetzij tewerkstellingsaangelegenheden vallend onder de bevoegdheid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, hetzij tewerkstellingsaangelegenheden vallend onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapsregering;

Overwegende dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie zo spoedig mogelijk tegemoet dient te komen aan de doelstellingen en modaliteiten die zijn vastgesteld in de operationele programma's van het Europees Sociaal Fonds;

Overwegend dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie dringend de uitwerking moet bevorderen van gemeenschappelijke operationele programma's bestaande in maatregelen voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs, met name op het vlak van socio-professionele inschakeling en de combinatie werk-opleiding;

Gelet op het voorstel van het Lid van het College belast met Beroepsomscholing en -bijscholing,

#### Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

de Commissie : de Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs, ingesteld bij het artikel 28 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

**Art. 2.** De Commissie heeft als opdracht :

1° op verzoek van de Minister of Staatssecretaris belast met werkgelegenheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op verzoek van de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschapsregering, op verzoek van de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Beroepsomscholing en -bijscholing, Onderwijs, Permanente Opleiding van de Middenklasse en van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, op verzoek van de beheerscomités van de BGDA en van het Franstalig Brussels Instituut voor de Beroepsopleiding, adviezen en aanbevelingen te geven op het vlak van het opleidings-, tewerkstellings- en onderwijsbeleid meer bepaald wanneer die beleidskoersen volledige gelijkheid en samenhang vereisen in het raam van de socio-professionele inschakeling en de ontwikkeling van de combinatie werk-opleiding;

2° op verzoek van de Minister of Staatssecretaris belast met werkgelegenheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op verzoek van de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschapsregering, op verzoek van de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Beroepsomscholing en -bijscholing, Onderwijs, Permanente Opleiding van de Middenklasse en van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, op verzoek van de beheerscomités van de BGDA en van het Franstalig Brussels Instituut voor de Beroepsopleiding, adviezen en aanbevelingen te geven in het raam van de programma's en projecten die gefinancierd worden door het Europees Sociaal Fonds en in ruimere zin door de Europese structuurfondsen wanneer ze betrekking hebben op aangelegenheden die volledige gelijkheid en samenhang vereisen tussen het tewerkstellingsbeleid en het opleidingsbeleid in Brussel, voornamelijk in het raam van de socio-professionele inschakeling en de ontwikkeling van de combinatie werk-opleiding.

3° elke andere kwestie te onderzoeken die haar wordt voorgelegd krachtens een verordenende bepaling.

De hierboven bepaalde opdrachten mogen geen afbreuk doen aan de opdrachten die aan de BGDA, het FBIBO, het IBKMO en de sociale promotie zijn toevertrouwd krachtens de verschillende verordenende bepalingen.

**Art. 3.** 1° De Commissie komt ten minste vier maal per jaar samen op uitnodiging van de voorzitter of op verzoek van het Lid van het College bevoegd voor de beroepsomscholing en -bijscholing;

2° De Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor onderwijs of permanente opleiding van de middenklasse en van de kleine en middelgrote ondernemingen en de Minister of Staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor tewerkstelling alsmede de Minister(s) van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor onderwijs dienen een verzoek tot samenroeping in bij het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor beroepsomscholing en -bijscholing.

**Art. 4.** De Commissie is gemachtigd, mits het lid van het College bevoegd voor beroepsomscholing en -bijscholing zijn akkoord geeft, om werkgroepen op te richten die zij nodig vindt voor de uitvoering van haar opdrachten.

De Commissie is eveneens gemachtigd om één of meerdere deskundigen op regelmatige tijdstippen of permanent uit te nodigen.

**Art. 5.** Het door de Commissie uitgevaardigde huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 6.** De Voorzitter van de Commissie heeft recht op een zitpenning van 2.000 frank (tweeduizend frank) per zitting.

**Art. 7.** De Leden van de Commissie hebben recht op een zitpenning van 1.000 frank (duizend frank) per zitting. Deze zitpenning wordt tot 2.000 frank verhoogd (tweeduizend frank) voor het Lid van de Commissie dat het voorzitterschap waarneemt bij afwezigheid van de werkende voorzitter.

**Art. 8.** § 1 Het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding neemt het Secretariaat van de Commissie waar.

§ 2 Voor de uitvoering van die taak mag het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding overgaan tot de aanwerving van contractueel personeel, dat niet is opgenomen in het kader.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 10.** Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor beroepsomscholing en -bijscholing is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 maart 1997.

Namens het College :

H. HASQUIN,  
Voorzitter van het College,  
belast met Begroting.

E. TOMAS,  
Lid van het College,  
belast met Beroepsopleiding en -bijscholing.

F. 97 — 929

[C - 97/31130]

**13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'interruption de carrière à temps plein dans les services du Collège**

Le Collège,

Vu les articles 136, 138 et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et notamment le chapitre IV;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région Wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'administration et autres services des ministères modifié par les arrêtés royaux des 14 octobre 1994, 7 avril 1995 et 28 février 1996;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 20 mai 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Vu l'accord du Ministre des pensions;

Vu le protocole n° 89/11 du 5 décembre 1996 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Considérant que dans un souci de sécurité juridique et de cohérence avec les mesures adoptées au niveau fédéral, les mesures proposées doivent être adoptées le plus rapidement possible;

Sur la proposition du Ministre, ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Collège du 13 mars 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** L'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères tel que modifié par l'arrêté royal du 14 octobre 1994, du 7 avril 1995 et du 28 février 1996 et par toute autre disposition qui le modifierait est applicable aux agents des services du Collège visé dans l'arrêté du 13 avril 1995 portant statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1995.

**Art. 4.** Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Par le Collège :

Le Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,

E. TOMAS.

Le Président du Collège,

H. HASQUIN

VERTALING

N. 97 — 929

[C - 97/31130]

**13 MAART 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de voltijdse loopbaanonderbreking bij de diensten van het College**

Het College,

Gelet op de artikelen 136, 138 en 178 van de Grondwet, gecoördineerd bij wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op het artikel 79, § 1;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende de sociale bepalingen, inzonderheid op het hoofdstuk IV;

Gelet op het decreet III van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op het artikel 4, 1<sup>er</sup>;